

Le Journal de l'Action sociale avril 2004 Angelique Pineau

L'association Docteurs Bru s'est spécialisée dans l'aide aux mineurs ayant subi des violences sexuelles au sein de leur famille. Sa maison d'accueil, basée à Agen, est l'unique établissement de ce genre en France. Quinze jeunes filles y sont prises en charge : elles bénéficient à la fois d'un suivi éducatif, social et psychologique.

En 2002, l'Observatoire national de l'action sociale décentralisé a recensé 5900 signalements des services de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) pour abus sexuels sur mineurs. Le nombre des condamnations pour abus sexuel sur mineurs a également tendance à croître. Et pourtant, les structures adaptées pour une prise en charge ne sont pas légion. (...) La maison d'accueil héberge à l'année quinze jeunes filles, âgées de 7 à 18 ans et originaires de toute la France. Suite à des violences sexuelles subies par un père, un frère, un oncle, ou parfois un voisin, la justice ordonne l'éloignement temporaire de la famille. Elles sont ensuite placées ici par les services de l'ASE. « Auparavant, elles restaient dans des foyers où elles côtoyaient des jeunes dont les problèmes n'avaient souvent rien à voir avec les leurs », raconte Jacqueline Alexandre, l'actuelle présidente.

Des effectifs doubles après 19 heures

S'appuyant sur des conseils d'experts, l'association était, au contraire, persuadée qu'il était préférable de les placer au sein d'une même structure. Une étude réalisée quatre ans plus tard n'a fait que confirmer cette idée. Une psychologue et une anthropologue ont demandé aux jeunes filles qui avaient fréquenté l'établissement ce qu'il leur avait apporté. Et le plus important pour elles était bien de savoir qu'elles n'étaient pas seules dans leur situation. D'autres jeunes de leur âge avaient vécu les mêmes violences. Une reconnaissance de leur statut de victime en somme. En ouvrant en 1996 la première structure du genre, « Docteurs Bru » n'avait aucun point de comparaison. Pour s'assurer de la pertinence de son action, elle s'est dotée d'un comité scientifique composé de représentants du Ministère de la Justice, de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, de psychiatres... Ses membres se réunissent deux fois par an et jouent un rôle de consultants ; bénévoles. « Le comité scientifique revient sur les problèmes rencontrés par le personnel de la maison et réfléchit aux moyens d'améliorer la prise en charge », explique Jacqueline Alexandre. Parmi les difficultés, les fugues et les tentatives de suicide étaient très nombreuses. Après analyse, il s'est avéré que ces crises se produisaient essentiellement le soir : le moment où les jeunes filles avaient l'habitude de subir des violences dans leur famille. Les effectifs ont donc été doublés entre 19 heures et 23 heures, pour mieux les soutenir. Une réponse simple mais efficace puisque fugues et tentatives de suicide ont été divisées par dix en huit ans.

Un parcours de vie chaotique

La dimension éducative est primordiale dans le travail de l'association. La maison d'accueil Jean Bru n'a pas pour seule vocation de les héberger. Une équipe pluridisciplinaire de quinze personnes les épaula au quotidien. Les éducateurs, l'infirmière, l'assistante sociale, les veilleuses de nuit, tous suivent une formation permanente, dispensée par un psychiatre. Le personnel entoure les jeunes filles dans leur scolarité mais aussi dans leurs activités sportives ou artistiques. Par ailleurs, des ateliers pédagogiques de cuisine, de bricolage ou d'informatique sont organisés, cette fois-ci au sein de la maison. Ils sont animés par des personnes extérieures, à l'instar d'un cuisinier professionnel qui vient chaque dimanche pour préparer le repas avec les pensionnaires. « L'objectif est de remettre du lien dans leur vie. C'est précieux et difficile car elles ont été cassées », estime Jacqueline Alexandre. Les vertus thérapeutiques sont loin d'être négligeables, à en croire Ginette Rimbault, psychanalyste et présidente du comité scientifique. « Elles permettent de libérer la parole, ces jeunes ont longtemps été condamnées au silence. Il est plus facile de se confier une fois que l'on s'est exprimé

autrement ». En complément de l'équipe éducative, l'assistante sociale est chargée des relations avec les services de l'ASE et la justice. « Ces mineures sont issues de départements différents et leur parcours de vie est parfois chaotique. Il n'est donc pas évident de rassembler les éléments de leur dossier ». Annick Buis part souvent à la pêche aux informations. Mais son rôle est déterminant lors des procédures judiciaires. Elle accompagne les jeunes filles dans leurs démarches, auprès du procureur ou d'un avocat et assiste parfois au procès. Lorsqu'elles le demandent, l'assistante sociale peut aussi reprendre le contact avec la famille. « Le dialogue avec la mère par téléphone est souvent bénéfique. Mais la rencontre n'est pas toujours souhaitable ».

Des séjours longs et difficiles

Les violences subies et le poids de la culpabilité, liée à la dénonciation, sont parfois trop lourds à porter. Un suivi thérapeutique s'avère alors nécessaire pour ces jeunes filles. Les éducateurs les orientent vers des psychiatres extérieurs à l'association, installés à Agen. « Les victimes de l'inceste souffrent traditionnellement de troubles de l'identité et du comportement, rappelle le docteur Raimbault. Il y a confusion des rôles : on n'est plus la fille mais la femme d'où une perte de repères. Pour exprimer leur mal-être, elles s'infligent des violences qui vont de la scarification à la tentative de suicide ». Leur reconstruction est par conséquent longue et difficile. Elles restent en moyenne deux à trois ans dans la maison d'accueil. Quand elles sont encore jeunes, un retour dans la famille est possible. Sinon, elles sont placées dans un foyer plus classique. Lorsqu'elles atteignent la majorité, toutes ne souhaitent pas revivre dans leur région d'origine. L'équipe les prépare à devenir autonomes et les aide à s'installer dans un logement à Agen. Les contacts sont ainsi maintenus avec celles et ceux qu'elles considèrent comme une nouvelle famille. Elles n'hésitent pas à revenir les voir, preuve que le travail réalisé par l'association leur a été bénéfique. En huit ans d'existence, l'établissement a accueilli au total près de 100 enfants et adolescentes. Il est aujourd'hui le seul en France spécialisé dans la prise en charge des victimes d'abus sexuels.